

La notion de Francophonie est, à l'heure actuelle, et dans tous les sens du terme, une « idée générale ».

Elle l'est, parce qu'il s'agit d'une donnée dont nul n'a encore vraiment précisé le visage, ni les contours.

Elle l'est parce qu'il s'agit d'une appellation qui peut masquer le meilleur et le pire.

Elle l'est enfin parce qu'elle met en avant nos ressemblances générales tout en laissant dans l'ombre nos différences particulières.

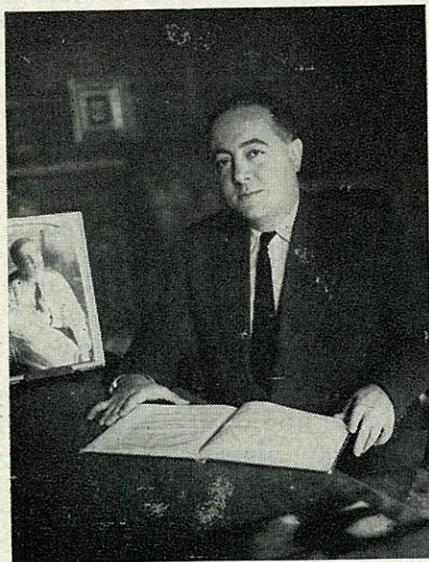
Pourtant, depuis quelque temps, les appels à la naissance d'une communauté culturelle des peuples francophones se sont multipliés, venus d'Etats étrangers.

Plus que tout autre, le Gouvernement français ne saurait être que sensible à ce phénomène, extérieur à lui, et dès lors, pour lui, profondément émouvant.

Plus que tout autre aussi, le Gouvernement français, pour des raisons évidentes, se sent tenu à une nécessaire réserve.

Cependant le moment paraît

L A F R A N C O



« La France n'est pas seulement une terre, un peuple, un état, c'est aussi un esprit, et je dirai même une vocation. »

Jean de Broglie

Son attrait est-il seulement révélateur d'une vague nostalgie? Révèle-t-il seulement la crainte de l'isolement, ou la difficulté pour certains Etats de surmonter seuls certains problèmes? Exprime-t-il, au contraire, une espérance humaine? Nul au fond n'en sait encore rien.

Mais qui ne perçoit d'une façon générale, le contenu philosophique, moral et politique que pourrait développer le concept de la Francophonie!

Mais justement, en raison même de cette ampleur, qui ne se sent saisi également devant cette « Terra Incognita », d'un grand sentiment de prudence? Et qui n'est soucieux, enfin, d'éviter le faux pas, le geste involontaire, dont l'interprétation tendancieuse risquerait de nuire à l'éclosion d'un objectif, voire d'un idéal, dont chacun sent, tout à la fois, la fragilité présente, l'avenir possible, et les dimensions bienfaisantes.

venu de faire connaître ses premières réactions sur ce vaste problème. Ce sont essentiellement des réactions de sympathie, d'intérêt, de participation.

Comment n'aurions-nous pas, dès l'abord, une réaction de sympathie?

Il suffira pour l'illustrer de remonter par exemple dans un passé de quelque deux cents ans.

En 1782, l'Académie de Berlin, fondée par Frédéric I^{er} un siècle plus tôt, mettait au concours le triple sujet suivant :

1° Qu'est-ce qui a rendu la langue française universelle?

2° Pourquoi mérite-t-elle cette prérogative?

3° Est-il à présumer qu'elle la conserve?

Qu'en 1966 un certain nombre de chefs d'Etat, de penseurs, aient éprouvé la nécessité de réfléchir à ce problème, et qu'un mouvement d'opinion ait ainsi relancé un débat ouvert il y a deux siècles, voici une réponse

éclatante à la troisième question posée par l'Académie : Est-il à présumer que la langue française conserve sa prérogative d'universalité?

Puis-je rappeler qu'à l'époque, **Henri de Prusse** demanda à l'Académie d'accorder deux récompenses. L'une au Français, le **Comte de Rivarol**, pour son discours, l'autre à l'Allemand, le **Professeur Schwab**, de Stuttgart, pour sa dissertation. Le premier ayant traité le sujet en vingt pages et le second en... cent une pages, je m'efforcerai d'imiter la

ter et à dominer cette formidable crise de son évolution.

Et voici qu'aujourd'hui, au xx^e siècle, au moment même où le nombre de nouveaux peuples, hier muets, apparaissent comme des acteurs sur la scène mondiale où leur existence nationale s'affirme symboliquement par le droit de posséder une VOIX à l'O.N.U., où le monde tout entier entre dans l'âge nucléaire et se lance dans l'aventure spatiale, sans pour autant avoir résolu certains de ses problèmes essentiels, et qu'enfin l'humanité prend

cette division essentielle, dès aujourd'hui, les divisions idéologiques des cinquante dernières années ont tendance à s'estomper. Dans ce monde, une trentaine de nations, qui représentent le quart de la population de la planète, disposent des trois quarts des richesses du globe. Trois êtres humains sur quatre doivent donc se partager le quart de la richesse mondiale, et, en outre, ne disposent pas des moyens de formation, ni des techniques, leur permettant par eux-mêmes de sortir de cette situation par la voie pacifique.

Il importe donc, pour éviter l'immense menace de conflit violent que recèle une telle situation, de rééquilibrer, par des moyens financiers, et surtout économiques, la répartition mondiale des richesses, mais surtout, par les chemins de la coopération technique et culturelle, de mettre à même l'homme sous-développé, d'utiliser les éléments matériels mis à sa disposition pour transformer sa propre société.

C'est face à ce problème fondamental que périra notre monde ou qu'il s'organisera. Et si la solidarité des hommes triomphe, ce sera en fonction, et par rapport à ce problème du développement que les amitiés, les rapprochements, les échanges, et finalement les destins prendront leur tournure et leurs voies.

Ceci est un premier motif de réflexion.

Mais, si l'humanité pouvait parvenir, sans accident sérieux, à franchir deux ou trois décennies, il est alors probable qu'un relèvement assez général se sera produit, que dans une partie importante de la planète, on aura dépassé le stade des sociétés de consommation pour accéder au niveau de ce que les économistes appellent les sociétés d'abondance.

A ce moment-là, les problèmes économiques et sociaux, tout en conservant leur importance, auront perdu leur primauté. Les projecteurs de la politique éclaireront d'autres secteurs. Il fut un temps où la politique fut essentiellement une affaire militaire,

P H O N I E

par Jean de Broglie

Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères

concision de mon illustre compatriote.

Hier, au xviii^e siècle, à l'époque de l'Europe des lumières, un monde s'interroge sur l'universalité d'une langue, à une époque charnière de son histoire, époque où nombre de principes philosophiques, politiques et moraux sont remis en cause, à la veille même de profonds bouleversements révolutionnaires qui vont entraîner les Etats-Unis et la France dans une lutte pour l'émancipation de l'homme et la libération des nations, puissante vagues dont les échos se répercutent de siècle en siècle et qui après avoir atteint successivement l'Amérique Latine, le Moyen-Orient et l'Afrique, se font encore sentir jusqu'au plus profond de l'Asie. Et j'ose ici l'affirmer que, dans le combat et dans le triomphe de ces idéaux, la pensée française et la langue française ont joué un rôle éminent, aidant l'homme à surmon-

de plus en plus conscience de son unité et de sa diversité, la question de la francophonie est posée, comme un moyen de porter l'homme au travers de ces nouveaux bouleversements.

Il y a donc, dans la notion de francophonie, un aspect essentiel de recherche d'une langue et d'une culture, et un choix fait, à deux siècles d'intervalle, par des esprits étrangers — hier l'Académie de Berlin, aujourd'hui des Etats notamment africains — d'un moyen d'expression et d'un système de pensée qui est le nôtre. Comment dès l'abord notre première réaction ne serait-elle pas une réaction naturelle de satisfaction et de sympathie.

Notre seconde réaction, celle de la raison, est à base de vif intérêt, et d'une profonde réflexion.

Nous vivons aujourd'hui dans un monde qui est essentiellement divisé en pays industrialisés et en pays sous-développés. Devant



« J'estime que le produit de l'histoire qu'est l'utilisation du français comme langue véhiculaire constitue un trait d'union avec la civilisation occidentale et pourrait donc être le fondement d'une coopération utile. »

Habib Bourguiba



« Je ne comprends pas que nous, francophones, soyons atteints de je ne sais quel complexe d'infériorité, et que nous refusions de nous regrouper. C'est là un problème qui me préoccupe beaucoup ».

Léopold Senghor

un autre où la politique se pencha sur les questions de justice et d'ordre public, un autre où comptèrent seuls des problèmes de liberté, le nôtre enfin où les questions économiques et sociales sont l'essentiel. Le jour approche où le domaine de la culture aura des liens avec celui de la politique. Nous accédons en effet peu à peu au stade des sociétés culturelles. C'est un aspect de la marche vers l'abondance, et cette complémentarité rend très probable l'élargissement des sphères d'intérêt de la politique au domaine de la culture. Tout ceci peut annoncer le meilleur et le pire. En tout cas, ceci souligne l'importance croissante des problèmes culturels, et laisse prévoir que les grands regroupements de demain seront probablement des ensembles linguistiques et culturels.

La troisième réflexion est que tout ceci se passera sous le signe de la compétition, sinon de l'affrontement.

La lutte des hommes a d'abord été celle des armes, puis celle des économies. Elle s'étendra à d'autres domaines, et jusqu'à la culture. La compétition est maintenant un état permanent. Il n'y a plus de repos possible. On aimerait imaginer un stade où l'homme puisse profiter de son acquit matériel et spirituel dans un monde immobile. Mais cela est irréalisable dans le monde tel qu'il est devenu. Qui veut s'arrêter commence en fait à descendre. J'ajoute d'ailleurs que ce sont nous, les Européens, qui sommes responsables de cette situation. Ce sont nous qui avons développé ces rêves d'action, de progrès, d'inventions, de puissance, et qui avons fini par secouer et réveiller les peuples des autres continents.

Nous pouvons donc penser qu'il y aura une compétition de civilisations et, qu'à la période des combats pour l'indépendance politique, qu'à celle des affrontements pour l'indépendance économique, succédera le temps des luttes pour l'indépendance culturelle. Il s'agira de la sauvegarde de la personnalité profonde

de ceux qui se sentiront, de par leur langue et leur méthode de pensée, différents d'autres ensembles, ou soucieux de renforcer leurs formes d'expression. Et cette lutte ne sera pas fatalement pacifique. Il y a déjà eu des gens qui sont morts pour leur langue ou leur culture.

Il est permis de penser que viendra un monde qui se partagera entre quatre ou cinq grandes civilisations, dont l'échelle même aura absorbé ou éteint des cultures et des langues plus isolées ou plus faibles. La civilisation française sera-t-elle au nombre de celles qui déboucheront à ce nouveau stade de l'Histoire? Ne devons-nous pas nous préparer dès aujourd'hui, à ce monde-là?

Notre troisième réaction enfin est celle d'une responsabilité collective.

Qui dit responsabilité collective dit naturellement participation de la France. La France n'est pas seulement une terre, un peuple, un État, c'est aussi un esprit, et je dirai même une vocation.

En vérité une France repliée sur elle-même ne s'imagine pas. Cela n'a jamais existé dans notre Histoire. Qu'il s'agisse de l'élan des Croisades, de l'explosion de la Renaissance, des pages coloniales, du déferlement de la Révolution Française, tout notre passé est marqué, au sein des mille inévitables faiblesses humaines, par cette vocation d'enseigner et de faire progresser, qui nous a constamment poussés sur les routes du monde, afin d'apporter sinon notre langue, du moins des façons d'être et de penser, et ce que nous pensions être le progrès de l'homme.

Dès lors il n'est pas concevable que la France se condamne à l'étouffement, et renonce à des ouvertures sur le monde. On ne jette pas aux orties un millénaire de peines, de travaux, de sacrifices, et d'efforts intellectuels. Aucun Français n'accepterait de gâter de cœur de voir sa langue, et mieux encore sa culture, devenir une sorte de latin vivant, pas plus qu'il ne se résignerait à abandonner aux hasards de l'ave-

nir ce qui est né, de par le monde, de l'effort de ses pères.

Voilà pour l'aspect français de ce sentiment de responsabilité, mais à vrai dire le sentiment que nous avons est d'être désormais partie d'une responsabilité collective, à laquelle précisément l'aspect français défend de faillir.

Ce qui nous frappe est que d'autres Etats discutent de la langue française comme si elle leur était propre.

Voici un phénomène hautement significatif et si les membres de l'Académie du quai de Conti me permettent cette formule je dirai que le français a cessé d'appartenir exclusivement à la France et aux Français.

Ce côté donne au débat ses dimensions véritables, et de plus, il préfigure en quelque sorte le rôle des intéressés dans le problème de la francophonie où nous nous sentons tous, les uns et les autres, les anciens et les modernes, des acteurs à part entière. C'est un Canadien français, **Jean-Marc Léger** qui, avec rigueur, a su définir la responsabilité commune de tous les francophones envers la langue française. « *Les vieux pays francophones* », si je puis employer cette expression : Canada français, Belgique wallonne, Suisse romande, notamment, se considèrent désormais responsables, non pas certes dans la même mesure, mais au même titre que la France, de la préservation et de la diffusion de la langue française. Les pays africains ont, à bon droit et sans le moindre complexe, un sentiment de propriété légitime sur l'héritage spirituel commun et conscience d'apporter désormais une contribution partielle peut-être, mais authentique, au trésor commun.

Ainsi, à propos de cette langue française, née au cours des siècles sur le terroir de France, s'illustre cette phrase de **André Malraux** : « *L'honneur d'un pays est fait de ce qu'il donne au monde.* » Quel plus beau don une nation peut-elle offrir, que d'apporter une langue à un monde en transformation? Mais quelle responsabilité commune pèse sur les épau-

les de tous les héritiers qui ont à maintenir et à faire fructifier une civilisation et une culture.

Sympathie, intérêt, responsabilité, tels sont les sentiments qui se lèvent dans nos esprits et dans nos cœurs à l'évocation de cette notion de francophonie.

Et maintenant, dans les faits, comment le problème se présente-t-il? Comment le voyons-nous?

J'observerai d'abord une réalité quantitative. Autant qu'on puisse se référer aux statistiques, il y a, dans le monde, 150 millions de francophones en puissance. Ils sont répartis dans 31 pays dont 24 ont le français comme langue officielle et dont 7 dispensent le français dans l'enseignement secondaire ou supérieur. D'autre part, le français est enseigné comme langue étrangère dans 64 autres pays, comme langue obligatoire, dans 21, comme langue à option choisie par la majorité dans 15, et enfin comme langue facultative dans 28 pays.

Hors des 50 millions de métropolitains, le français est parlé par les Belges méridionaux, les Suisses romands, les Luxembourgeois, les Haïtiens, les Mauriciens et les Seychellois.

Il est la langue maternelle dans l'Etat de Québec et s'étend partout où se trouvent des Canadiens francophones qui représentent près de 30 % de la population canadienne.

Précisons que le français est la langue officielle dans 18 Etats africains : Cameroun, République Centrafricaine, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Haute-Volta, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Congo-Léopoldville, Burundi et Ruanda. Il est langue administrative et culturelle — apprise dès l'enseignement primaire — en Tunisie, Algérie, Maroc comme au Cambodge et au Laos.

Chacun connaît l'action des Instituts et Centres Culturels français à l'étranger dispensant leurs enseignements à 148 000 étudiants, celle des missions laïques et religieuses au Moyen-

Orient et en Orient. A l'étranger 323 lycées et collèges donnent un enseignement en français à 506 000 jeunes gens et jeunes filles, 30 000 professeurs français enseignent hors de France auxquels s'ajoutent 100 000 maîtres étrangers qui enseignent le français à travers le monde. Les 38 000 étudiants étrangers en France, la progression constante mais encore insuffisante des exportations de livres français, les stages de perfectionnement en français pour les professeurs étrangers (9 000 de ces derniers en 1965), le travail de l'Alliance Française (120 000 élèves à l'étranger, 6 000 étudiants à Paris), voilà encore quelques indications sur le rayonnement du français.

Voilà quelques statistiques. Je les ai données, en cédant à regret à une mode, car nous sommes entrés dans un âge quantitatif, et les machines comptables électroniques dévorent même des données morales et spirituelles qui devraient leur échapper. Ces statistiques sur la langue française ne couvrent, en effet, qu'une partie de la réalité et nous avons tort de ne pas comprendre le message de l'illustre historien italien **G. Ferrero** lancé dès 1912. Dans son livre *Du monde gréco-latin au monde nouveau*, il dénonçait la civilisation de quantité qui, peu à peu, a tendance à remplacer la civilisation de qualité. Cette confusion entre le quantitatif et le qualitatif, je ne puis en donner une meilleure illustration qu'en vous invitant à méditer sur cette proposition qui nous inciterait à condamner le français comme « langue pauvre » — parce que d'après les calculs des machines électroniques, Molière emploierait 7 000 mots, Shakespeare en utiliserait 20 000 et Goethe 30 000. Que répondre à un tel calcul, sinon qu'avec un français de base de quelques milliers de mots, Racine a su exprimer des nuances du cœur humain qu'aucun poète n'a jamais su dépasser et qu'aucune machine électronique ne saura nous rapporter. Mais que déjà des hommes aient songé à la machine pour résoudre un



« Nous sommes persuadés que la francophonie est un élément de parenté spirituelle qui répond à nos désirs. »

Hamani Diouri

maines l'avion Caravelle; également les chercheurs travaillant dans les laboratoires « ces demeures sacrées » comme disait **Pasteur**, également ces ingénieurs des grands travaux du génie civil dans le monde et enfin, les artistes. Si les techniques françaises et si les arts plastiques n'avaient pas aujourd'hui le rayonnement qu'ils ont, nous n'évoquerions pas les problèmes de la francophonie. Et si un hommage doit être rendu aux écrivains, qui défendent et illustrent la langue (aux écrivains français et étrangers), sachons que d'autres esprits concourent à l'audience du français dans le monde et méritent tout autant sa gratitude.

Mais en second lieu, cette francophonie dépasse également le monde de ceux qui entendent et pratiquent la langue française. Certes la francophonie, c'est cette jeune fille issue de Vassar college à New York qui, sans avoir quitté Manhattan, s'exprime en un français parfait; c'est sans doute cet Africain, aujourd'hui à un poste de responsabilité de son pays, ancien disciple de l'école normale William Ponty à Dakar; c'est assurément enfin cet étudiant turc du lycée national de Galatasaray dont le français chante à l'oreille d'un Parisien.

Mais la francophonie, c'est aussi cet étudiant suédois aux cheveux longs, s'arrêtant devant une vitrine de l'Alliance Française et contemplant des paysages de notre Provence; c'est également cette jeune femme australienne qui dans un concert se recueille pour retenir une phrase musicale de Rameau; c'est également cet étudiant des Beaux-Arts qui, dans un atelier à Mexico, analyse le mur de lumière inventé dans l'église de Ronchamp par Le Corbusier; c'est cet homme qui, au soir de sa vie, à Washington, se repose en contemplant chez lui ce tableau ou cette esquisse achetés lorsqu'il était étudiant ou touriste à Paris. C'est enfin ce physicien soviétique qui se penche sur les découvertes du **Professeur Kastler**.

La francophonie n'est pas limitée à la langue française, à vrai

dire, « la francophonie c'est beaucoup plus que la francophonie ». Et c'est par-là même que son rôle est essentiel dans les destinées du monde futur.

Il y a donc une réalité quantitative et qualitative de la francophonie. Et voici que s'y surajoute un élément nouveau.

Pour ne tenir compte que des faits les plus récents, je rappellerai que **M. Gérin-Lajoie**, ministre de l'Éducation du Québec, fut l'un des premiers avec le Président du Sénégal à souhaiter publiquement la concrétisation de cette entreprise chère aux Canadiens français.

Le 9 juillet 1965, **M. Léopold Senghor** suggérait le regroupement des francophones en des termes d'une grande vigueur : « *Je tiens beaucoup à la francophonie... je ne comprends pas que nous, francophones, soyons atteints de je ne sais quel complexe d'infériorité, et que nous refusions de nous regrouper. C'est là un problème qui me préoccupe beaucoup.* »

Lors de sa tournée africaine, **M. Habib Bourguiba** reprenait à son tour le thème à l'occasion de nombreux discours et en faisait l'objet principal de ses entretiens diplomatiques. Il devait notamment déclarer le 28 novembre à Bamako : « *Je souhaite que les idées que j'ai émises et qui sont celles du Président Senghor, concernant les liens entre pays francophones et la France, fassent leur chemin.* »

Le 4 décembre, **MM. Houphouët-Boigny et Bourguiba** reconnaissent dans un communiqué commun : « *le facteur de cohésion que constitue une communauté de langue, de culture et d'attitude, dont les différents prolongements possibles ont retenu leur attention.* »

Le 6 décembre, **M. Léopold Senghor** devait, à Sikasso, proposer une conférence francophone : « *l'organisation de ce Commonwealth à la française est une nécessité... C'est pourquoi nous pensons que dans les mois à venir nous nous retrouverons pour organiser ce que nous aurions dû mettre sur pied du*

tel problème, constitue un aversissement.

La francophonie, c'est, peut-être, relativement peu en nombre, mais c'est en fait, beaucoup plus que l'élément purement quantitatif.

Le monde francophone ce n'est pas seulement celui du verbe, et ce n'est pas seulement le monde des personnes comprenant et parlant le français.

La francophonie est d'abord plus vaste que le cercle des lettres.

Les créateurs, les mainteneurs et les dispensateurs du français dans le monde appartiennent également aux cercles des arts et des techniques. Servent également Sa Majesté la langue française les techniciens et les ouvriers qui ont conçu par leur pensée et ont construit de leurs

temps du régime colonial». Au nom du Mali, **M. Jean-Marie Koné** se déclarait alors favorable aux projets du président sénégalais.

Des déclarations officielles antérieures sur le thème de l'attachement à la culture française, et des conversations officieuses permettent de supposer que de nombreux autres chefs d'États et Premier Ministre, notamment **MM. Tsiranana, Sihanouk et Ramgoolam** s'intéresseraient à un regroupement francophone.

Puis, le 17 décembre, **M. Paul de Stexhe**, ministre belge de la culture déclarait : « *La Belgique aurait à cœur de prendre part à la prochaine conférence pour la création d'un Commonwealth francophone si une invitation lui était lancée* ».

Enfin, **M. Senghor**, en juin dernier, à l'occasion de la conférence des Chefs d'Etat de l'O.C.A.M., relançait le projet, exposait les grands traits d'une « francophonie organisée » et entraînait l'adhésion de principe de ses partenaires africains. La conférence confiait à son Président, **M. Hamani Diori**, et à M. Senghor, une mission exploratoire auprès des Etats concernés.

La visite du Président nigérien dans les Etats du Maghreb, les séjours de M. Senghor au Maroc et au Canada, les conversations entre leaders africains, les entretiens que le **Général de Gaulle** a accordés à de nombreux Chefs d'Etat d'Afrique Noire, tout en donnant au projet une densité nouvelle, ont amené ses auteurs à en préciser le contenu. Ils ont rédigé à cet effet un « avant-projet » qui a été remis en septembre au Général de Gaulle.

Dans ce document la francophonie est définie comme « une communauté spirituelle de nations qui emploient le français, que celui-ci soit langue nationale, langue officielle ou langue d'usage ». La similitude de langue et de culture servira donc de seul critère à l'extension géographique de la nouvelle organisation; celle-ci regrouperait non seulement la France et les Etats africains et malgache, mais également ceux du Maghreb, d'autres

pays en voie de développement — Haïti, Liban, Etats d'Indochine — et les pays développés — Canada, Belgique, Suisse, Luxembourg.

Largement ouverte, la communauté francophone serait souple dans ses structures. Le schéma de la future organisation définit les formes et les domaines de la coopération selon des « cercles concentriques de plus ou moins étroite solidarité ».

Face à la francophonie, la France, sans se départir de son désir de ne fournir aucune prise à des critiques mal intentionnées, ne peut qu'avoir une attitude générale de sympathie et d'intérêt. Il est excellent à son avis que nos amis hautement qualifiés d'Afrique, du Canada et d'ailleurs, aient pris l'initiative d'actualiser et de coordonner des idées encore éparses, de les évaluer, et de réfléchir ensemble à ce problème de la francophonie qui ne comporte pas de précédent. La France suit leurs efforts dans le désir de les aider, et dans celui de participer, et reconnaît à cette entreprise fondamentalement culturelle une valeur susceptible de dépasser un jour le seul niveau de la défense de la langue ou de la propagation des connaissances.

Qu'il s'agisse donc dans l'immédiat de la réunion possible à Luxembourg des parlementaires de pays francophones, qu'il s'agisse encore de la prévision à Québec d'un congrès de l'Association des Universités de langue française, ou qu'il s'agisse enfin d'une table ronde au niveau des Pouvoirs exécutifs, la France répondra favorablement aux invitations qui pourraient être lancées.

Sans doute nous faudra-t-il dans cette affaire éviter notre goût des constructions toutes faites. Nous avons une base culturelle à développer et à conforter. Son extension est une question d'occasion, d'imagination, voire de maturation des choses. On peut, certes, penser qu'il faudra peut-être un jour un organisme culturel, un centre de concertation, un secrétariat peut-

être. Mais pour étre saines, de telles initiatives devront venir en leur temps des francophones eux-mêmes.

Ce que nous pouvons constater, c'est l'extrême complexité des situations. Voici des pays dont le français est la langue naturelle. En voici d'autres où elle est la langue nationale, et d'autres encore où elle est la langue d'accompagnement. Voici des groupes francophones qui ont leur souveraineté propre, et voici des communautés qui ne l'ont pas. Voici des pays bilingues, en voici d'autres partagés en plusieurs traditions. Et voici une masse d'associations de tout genre, publiques, semi-publiques, ou privées, qui témoignent que la culture française est essentiellement dans le monde à la mesure de l'individu, et qu'elle est centrée sur sa personne.

Et puis, il y a encore entre pays de langue française les données particulières de l'histoire et de la géographie, les degrés divers de leur développement, les rapports plus ou moins étendus de coopération, les facilités plus ou moins grandes d'échanges.

Tout cela conduit, non au découragement, mais à l'empirisme, et à une lente continuité. Ce qui s'aperçoit dès à présent est la nécessité de voir les choses avec une souplesse suffisante pour que tous ceux qui se sentent une appartenance à notre culture, puissent, au sein de la francophonie, trouver, sans être gênés par des formes juridiques, ou politiques, la place qui leur convient, sous la forme qu'ils préfèrent et au niveau d'activité où ils entendent se limiter.

Prudence, empirisme, continuité, telles sont, nous semble-t-il, les vertus cardinales de cette matière, qui doit être, sans cesse, collectivement méditée.

Les langues et les cultures ne sont jamais des choses définitivement acquises. Non adaptées, elles déclinent. Face aux transformations du monde, il faut continuellement les rajeunir, les épurer, et les nourrir.

Suite page 123.

...des métiers
et des hommes

LA FRANCOPHONIE
(Suite de la page 21.)

A notre époque, il faut même en organiser le regroupement et le développement, si toutefois nous les sentons encore utiles à l'homme de notre temps.

Pour nous, dans la mesure où, comme l'a dit le **Pape Paul VI** « le français permet la magistrature de l'essentiel » et où comme l'a si souvent démontré le **Président Senghor** « toute vraie civilisation, toute vraie culture est un métissage », l'usage du français, le rayonnement de la culture française, nous apparaissent comme des instruments authentiques du progrès humain. Le fait de parler le français oblige à une certaine discipline de la pensée elle-même. Et quant à notre culture, elle n'a cessé de se caractériser par une faculté de symbiose avec ce qu'elle a rencontré de valable et d'élevé sur sa route. Pour ne parler que de ceux-là, les apports des sociétés africaines l'ont déjà durablement enrichie.

Nous considérons donc que la logique de la langue française et l'équilibre de la pensée demeurent des valeurs essentielles pour l'avenir. Nous considérons en conséquence qu'une communauté de langue et de culture française a une raison d'être, souhaitable pour tous. Nous considérons enfin que ses prolongements possibles méritent notre attention.

Le **Président de la République** a rappelé devant l'UNESCO que « l'unité humaine ne vient que de l'esprit ». La francophonie est une forme de cet esprit, qui va vers cette unité.

Jean de Broglie

est un vecteur de l'orientation socialiste qu'a adoptée l'Algérie. Il faut que tous les Algériens et leurs enfants puissent accéder à la culture et aux techniques modernes.

Science et technique. Un encouragement va être donné pour l'enseignement accru des sciences techniques. L'effort dans cette direction sera d'autant plus grand que l'Algérie souffre terriblement d'une pénurie en cadres techniques.

LA RENTREE 66/67 EN ALGERIE

Cela dit et en attendant que le plan se réalise, comment s'est déroulée la rentrée scolaire en Algérie?

Cette année 1 500 000 enfants étaient scolarisables, tous n'ont pas trouvé place sur les bancs de l'école. Des retards ont été enregistrés en matière de construction de locaux. Sur 2 500 classes prévues, 2 000 seulement ont pu être ouvertes au 21 septembre et cela malgré l'occupation de casernes désaffectées.

Bien plus grave est la pénurie du personnel enseignant qui reste hélas en-dessous des normes requises, aussi bien en qualité qu'en quantité, malgré l'apport du corps coopérant.

Ce sont toutes ces difficultés qui font dire que la scolarisation est le front le plus dur dans la bataille que livre l'Algérie pour sa modernisation.

Il est d'autant plus dur qu'il est constamment en mouvement gonflé qu'il est par la démographie galopante. Pour le réduire il fallait un planning rationnel. Le plan décennal répond à ce vœu. On ne peut que lui souhaiter la plus grande réussite.

Abdelkader Khatir

és à eux-mêmes et guet-
es dangers de la rue.

la complexité de ces
s on peut se demander
ution idéale, ne serait
ienter franchement et
quement tous les jeunes
vers des carrières tech-
essentiellement techni-
d'éviter la cassure en
intégration au pays et
fin de jouer un rôle
sein de la société qui
rmais la leur.

**TROIS DIRECTIONS
PLAN DECENNAL**

, cette société qui appa-
x environs de 1975, le
ennal adopté en juin
par le gouvernement
se propose de la trans-

est l'orientation de ce
e donne trois directions
s : arabisation, démo-
n, orientation scientifi-
hannique.

ion : c'est l'option fon-
e, c'est l'expérience ori-
e veut tenter l'Algérie.
e originale, elle n'en
pas moins délicate.
monter les écueils, une
a été choisie parmi dix
l'appelle la « méthode
 ». Elle consiste en
on de l'arabisation
nière graduelle, matière
atière, établissement
blissement, région après
ais même la relève de
française par la langue
disée, « il demeurera,
istre de l'éducation al-
e cohabitation notable
ue française qui ouvre
re sur la civilisation
ique. »

tisation. Dans cette no-
aut comprendre que
ouverte à tous. Elle